



Confédération Nationale du Logement
Fédération C.N.L. du Val-de-Marne

Communiqué de presse 2019-21 (3 décembre 2019)

Halte au Hold-up social, non à la financiarisation du logement social !

Début juillet, nous apprenions par voie de presse que le gouvernement avait commandé, en février dernier, un rapport à l'Inspection Générale des Finances (IGF) et au Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable (CGEDD) afin de développer les pistes de développement de l'investissement privé dans le logement locatif social. Ce rapport, sorti en juillet dernier et caché depuis, est la dernière pierre à la destruction du modèle de logement public et social en France. La CNL du Val-de-Marne dit non à ce rapport et ses conclusions et demande une opposition ferme du gouvernement contre les conclusions données.

Dans une lettre de mission signée en toute discrétion le 7 février dernier, quatre ministres ont demandé un rapport à l'Inspection Générale des Finances (IGF) et au Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable (CGEDD) pour évaluer l'opportunité d'ouvrir le financement du logement social à des investisseurs institutionnels. Ce rapport, rendu en juillet dernier et accessible que récemment, est une atteinte à ce qui reste du logement public et social en France.

La CNL du Val-de-Marne condamne les conclusions de ce rapport.

Le gouvernement veut faire du logement social le nouveau champ de spéculation et de capitalisation des vautours d'aujourd'hui. Après la réduction des aides au logement de 5 euros puis la mise en place de la RLS et les ponctions encore plus accrues sur les taxes CGLLS ou les hausses de TVA, les bailleurs sont dans des difficultés de trésorerie sans précédent. Et le gouvernement demande aux bailleurs, non seulement, de brader leur patrimoine en vendant les logements au privé mais veut dorénavant que les grands groupes privés puissent se payer sur "la bête" par des dividendes et des plus-values de cession.

Cela au mépris total de la mission d'intérêt général dévolue aux bailleurs. Cela sans considérer les situations de plus en plus précaires des ménages dont le pouvoir d'achat s'amenuise davantage augmentant les dettes locatives. Cela sans inclure des millions de ménages en attente de logement social car le parc privé est trop cher...

La CNL du Val-de-Marne demande donc au gouvernement, à l'instar de l'USH, de s'opposer aux conclusions de ce rapport, à toute financiarisation du logement social au profit des intérêts privés et de la spéculation.

La CNL du Val-de-Marne exige un retour immédiat à une aide croissante de l'État dans l'effort de construction (l'aide à la pierre) et une revalorisation des aides au logement et leur indexation sur le coût de la vie.